

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 31 (2019)
Heft: 121: Recherches en zones de crise : quels risques prendre pour la science?

Rubrik: Point fort Recherches en zone de crise : était-ce le bon choix?

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

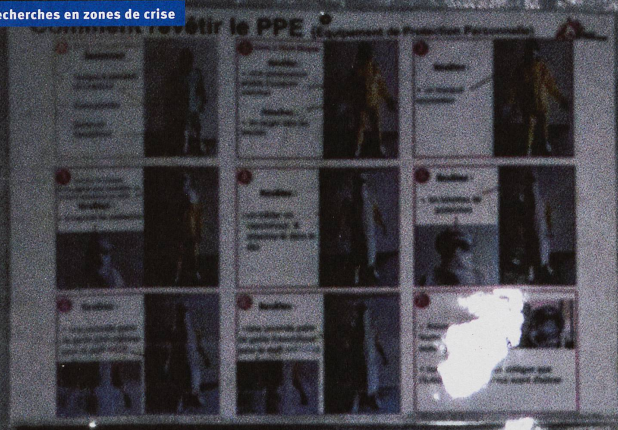
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Centre de Médecins sans frontières à Butembo, en République démocratique du Congo. Le danger ne vient pas seulement du virus Ebola, mais également des attaques de rebelles qui ont poussé l'ONG à y suspendre ses activités en février 2019.

Photo: John Wessels/AFP/Getty Images

Mener des recherches en zones de crise exige une très bonne préparation, et surtout le courage de se lancer. Nous avons rencontré ces chercheuses et ces chercheurs qui risquent gros pour faire avancer la connaissance.

Etait-ce le bon choix?

Recherches sur les conflits: un champ de mine éthique

Etudier la dynamique des affrontements est une activité risquée, tant pour les scientifiques que pour les personnes impliquées sur place. La difficulté: préserver son objectivité.

Par Julia Richter

«Le premier principe est:
ne fais aucun mal.»

Lars-Erik Cederman

Les médias parlent régulièrement des victimes de la guerre en Syrie, au Yémen ou en Ukraine. Mais bien d'autres régions du monde connaissent la violence. En 2018, le Heidelberg Institute for International Conflict Research a recensé 372 conflits, dont 213 violents. Ces chiffres justifient l'étendue des études académiques sur la paix et les conflits. En étudiant les causes et les dynamiques des affrontements, elles soutiennent les efforts visant à les prévenir ou à en réduire l'intensité.

Pour réaliser une analyse quantitative des conflits, le scientifique peut rester dans son bureau et se cantonner à la consultation d'articles de journaux, de sites Internet ou d'images satellite. Le travail de terrain demeure néanmoins essentiel. Notamment afin de mieux cerner la situation des individus confrontés à l'insécurité, souligne Oliver Jütersonke, du Centre sur les conflits, le développement et la consolidation de la paix du Graduate Institute à Genève. «Il n'est pas possible d'appréhender à distance comment un habitant du nord de l'Irak ressentait son quotidien sous la domination de l'Etat Islamique.»

Accéder aux personnes pour des entretiens dans des régions en proie à la violence est une entreprise délicate. «Il est très difficile de réaliser des enquêtes de grande ampleur, indique Oliver Jütersonke, qui a

auparavant étudié la violence urbaine au Timor oriental pour la Banque mondiale. Les gens que nous approchions dans certains quartiers de la ville n'osaient souvent pas faire des déclarations détaillées.»

Éléments perturbateurs

La recherche en zone de conflit implique des dilemmes éthiques. Par son travail, un scientifique peut exposer ses sources à des menaces physiques ou psychiques et devenir ainsi une partie du problème. «Le travail de terrain est un champ de mines politique et éthique», note Rahel Kunz, de l'Université de Lausanne, qui a entre autres étudié les problèmes d'égalité au Liberia et au Népal dans le cadre d'un projet soutenu par le Fonds national suisse. Cela renvoie au défi usuel des sciences sociales: en s'immerçant dans une structure sociale pour l'étudier, le scientifique influence l'objet de sa recherche par sa simple présence et devient lui-même acteur. La recherche empirique tient compte de cet aspect, mais la situation dans les zones de conflit conserve un caractère exceptionnel à cet égard: elle fait courir des dangers existentiels. Les personnes donnant des renseignements lors d'entretiens peuvent être punies pour leur participation; les femmes qui témoignent sur la violence domestique sont potentiellement susceptibles d'en subir encore davantage. Les habitants de régions dévastées ont

souvent subi un traumatisme et risquent, en collaborant à une étude scientifique, de s'y replonger et de le réactiver.

Garder son objectivité de scientifique se révèle difficile lorsqu'on éprouve de la pitié pour ses interlocuteurs ou de la colère face à une situation donnée, ou qu'on se fait instrumentaliser par l'une ou l'autre partie. Oliver Jütersonke l'a vécu à Madagascar: «Des amitiés tissées avec certaines personnes peuvent nous pousser à opter en faveur d'un camp politique ou l'autre.» Rapidement, le chercheur n'est alors plus perçu comme indépendant et neutre, mais comme partial, ce qui influence naturellement le comportement des individus interrogés.

Les chercheurs doivent s'adapter au contexte local et aborder les dimensions d'un conflit avec la sensibilité voulue, être conscients des différents intérêts en présence et analyser l'influence possible de ces éléments sur leur travail. «Le premier principe est: ne fais aucun mal», explique Lars-Erik Cederman de l'ETH Zurich, lauréat du Prix Marcel Benoist en 2018 pour ses études sur les liens entre inégalité structurelle et conflits violents. Collaborer avec des chercheurs, des ONG et d'autres responsables sur place est très important. «Ces partenaires facilitent l'accès à des personnes à interroger, aident à l'interprétation de leurs propos sous les angles linguistique et culturel et permettent de s'engager à long terme», indique Rahel Kunz.

Des résultats difficiles à mesurer

Au regard des défis méthodologiques et éthiques qu'elles lancent, quels bénéfices concrets sont tirés des recherches à hauts risques menées localement sur des conflits? Diverses possibilités d'exploiter concrètement les résultats existent. Les scientifiques peuvent tenter d'influencer les décideurs en s'appuyant sur les conclusions empiriques de leurs travaux, siéger dans des commissions internationales d'experts sur la médiation des conflits ou encore communiquer afin de promouvoir les discussions au sein de la société.

Il reste néanmoins difficile de déterminer à quel point les études sur la paix contribuent à pacifier le monde. La dynamique des affrontements violents est complexe et les données disponibles manquent encore. Lars-Erik Cederman ne le cache pas: «Dans la plupart des cas, il n'est pas possible de mesurer avec précision les répercussions de nos travaux sur les processus de paix et

de conflit. La recherche académique n'a que rarement un impact direct sur l'action des décideurs politiques, mais elle influence les débats autour des mesures à prendre.» A l'époque des fake news, il est plus important que jamais d'arrêter des décisions sur la base de faits établis, cela également en matière de conflits. «Lorsque nous génerons des résultats recelant un potentiel de mise en œuvre ou parvenons à amener un sujet à une table de négociations rassemblant les bonnes personnes, c'est déjà beaucoup», ajoute de son côté Laurent Goetschel, directeur de la Fondation suisse pour la paix Swisspeace, laquelle incite notamment la société civile syrienne à participer au processus de paix. «Par notre travail, nous souhaitons montrer aux acteurs d'un conflit d'autres voies que la violence.»

Julia Richter est journaliste libre et collaboratrice scientifique à la Haute école des sciences appliquées à Zurich (ZHAW).

«Nous souhaitons montrer d'autres voies que la violence.»

Laurent Goetschel

De la guerre froide au climat

La recherche sur la paix et les conflits est apparue en tant que discipline scientifique à part entière au cours du XXe siècle. Du fait du démantèlement de l'Union soviétique et de la fin de la confrontation Est-Ouest, ce champ d'étude a connu un bouleversement dont la marque est encore visible aujourd'hui. Avant 1991, il se focalisait sur l'armement nucléaire et l'analyse du dilemme sécuritaire basée sur la théorie des jeux.

Après la guerre froide, de nouveaux types de conflits ont émergé, et les scientifiques se sont intéressés aux tensions intra-étatiques, au terrorisme et aux guérillas. L'analyse des causes, détachée du clivage idéologique Est-Ouest, a commencé à inclure également des aspects tels que l'évolution du climat ou les problèmes liés aux minorités.



Le parc national des Virunga (RDC) est connu pour ses gorilles, mais également pour ses braconniers et ses rebelles. Matti Barthel, un géochimiste de l'ETH Zurich, s'y est rendu en 2008 pour prélever des échantillons de sol. Un mois plus tard, cinq gardes du parc y étaient tués.

Photo: Matti Barthel/ETH Zürich



Quand la situation bascule

En territoire rebelle, dans des exploitations minières ou autour des stades de football: cinq scientifiques racontent comment ils gèrent les situations tendues qui accompagnent leurs recherches.

SUISSE

16 Alain Brechbühl

examine la violence dans les groupes de supporters de football.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

16 Aita Signorell

mène des essais cliniques dans des zones insurgées.

MYANMAR

17 Julia Palmiano Federer

observe le rôle des ONGs dans les médiations de cessez-le-feu.

BURKINA FASO ET TCHAD

18 Fritz Brugger

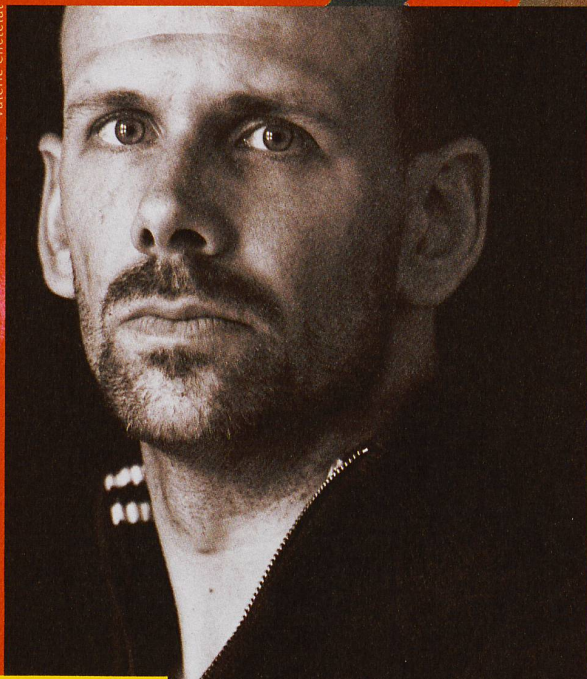
étudie les réseaux de pouvoir dans les mines d'or.

NIGERIA ET INDONÉSIE

20 Christelle Rigual

analyse le rôle de la masculinité dans la dynamique des conflits.

Valérie Chételat

**ALAIN BRECHBÜHL**Institut des sciences du sport,
Université de Berne

Violences lors de rencontres sportives

«Le risque le plus important: être confondu avec des policiers»

«La violence constitue un phénomène intéressant qui fait malheureusement partie de notre vie. Mes recherches peuvent contribuer à améliorer la sécurité des manifestations sportives, et les résultats sont discutés avec des partenaires du milieu du football et du hockey. J'évalue actuellement le concept de «Bon accueil», en vertu duquel les clubs doivent recevoir le plus cordialement possible les supporters visiteurs afin de réduire le risque de violences. J'observe les zones d'accès aux stades et j'interroge des fans pendant les rencontres.

Le risque le plus important pour moi est d'être confondu par les fans avec des policiers en civil, avec qui les fronts se sont fortement durcis. J'effectue mon travail de la manière la plus transparente possible. Si on m'interroge sur ce que je viens d'écrire, je montre mes notes. Je porte autour du cou un badge qui m'identifie comme chercheur. Deux semaines avant une rencontre, je demande au club et au bloc de supporters de l'équipe adverse leur OK pour mon travail.

Des situations critiques surviennent parfois. L'an dernier, on m'a pris pour un journaliste et j'ai dû quitter les lieux. Et il y a quelques semaines, des supporters en dehors du stade imaginaient que j'étais un policier; ils ont lancé un pétard dans ma direction. Mais globalement, mes relations avec les fans sont bonnes et empreintes de confiance. C'est indispensable pour mon travail.» *Propos recueillis par Simon Jäggi*

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

«Je n'avais pas le temps d'avoir peur»

«La situation sécuritaire en RDC est très volatile. Les plus grands risques viennent des maladies; il y a régulièrement des épidémies de choléra ou d'Ebola. J'ai conduit une étude clinique dans le nord du pays dans des conditions sécuritaires difficiles. L'une des stations de recherche se trouvait dans une région très densément boisée où l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) était active. Les villages isolés des alentours subissaient régulièrement les attaques et les pillages des rebelles.

Je n'ai pu effectuer ce travail que grâce à une étroite collaboration avec des partenaires sur place. J'ai régulièrement fait des briefings de sécurité détaillés avec le responsable local de Médecins sans frontières sur les derniers incidents, les couvre-feux et les zones interdites. Je ne me déplaçais que dans des véhicules équipés de systèmes de communication radio et satellite.

Je n'ai jamais eu peur - je n'en avais d'ailleurs pas le temps. Notre calendrier est toujours très serré sur le terrain. Mais je restais en état d'alerte permanente. Il ne fallait pas que les conditions difficiles nous empêchent de tester de nouveaux médicaments sur place. La population locale a elle aussi le droit à ce que leurs problèmes de santé soient examinés et traités.» *Propos recueillis par Simon Jäggi*

**AITA SIGNORELL**Institut tropical et de
santé publique suisse, Bâle

Maladies tropicales

Valérie Chételat



MYANMAR

«Dire ce qu'on pense représente toujours un danger»

«La plupart de mes entretiens sur le processus de paix au Myanmar se sont déroulés dans le cadre protégé d'hôtels, mais on y sentait toujours planer une menace, en particulier pour mes interlocuteurs issus de minorités ethniques. Pour eux, exprimer leur opinion demandait un vrai courage.

J'étudie le rôle joué par les médiateurs des ONGs dans les négociations de cessez-le-feu et notamment celui de leurs propres conceptions des normes. Lors de mes entretiens, je dois penser aux dangers courus par mes interlocuteurs, en particulier veiller à ne pas les livrer au gouvernement. J'ai passé dix-huit mois au Myanmar pour cette recherche, la dernière fois jusqu'en août 2018 à Mawlamyine. Le pays compte 135 ethnies, et certaines sont encore armées.

Mes recherches présentent des risques. Je ne parle pas de ceux auxquels s'exposent les touristes, mais de cette impression qu'on peut à tout moment se retrouver en difficulté, sans aucun signe avant-coureur. Comme lorsque des soldats m'ont escorté jusqu'à la maison d'un haut fonctionnaire gouvernemental pour un rendez-vous, des mitrailleuses tout autour de moi. Après un long silence, j'ai commencé à parler en anglais mais mon accompagnatrice m'a immédiatement fait taire. Je n'ai pas compris les vives discussions qui ont suivi. En fait, elle m'avait présentée comme une indigène pour pouvoir obtenir une entrevue.

Un relent d'Orwell

De nombreuses personnes disent que je ressemble aux locaux. Je suis en fait née à Manille et j'ai émigré avec mes parents à Vancouver. À mon arrivée au Myanmar, je portais volontiers des habits typiques de l'endroit - jusqu'à ce qu'un homme se mette en colère et m'agresse après avoir constaté que j'étais une étrangère. Lors des entretiens, certains interlocuteurs se montraient irrités que je ne parle pas la langue du pays. En fait, s'habiller à l'occidentale et parler anglais constituaient la meilleure protection, avec mon passeport canadien et mon visa de travail. Sans eux, on peut vite se retrouver en difficulté dans les campagnes. Au Myanmar, dire ce qu'on pense représente systématiquement un risque. Il y a toujours un relent d'Orwell dans le pays.»

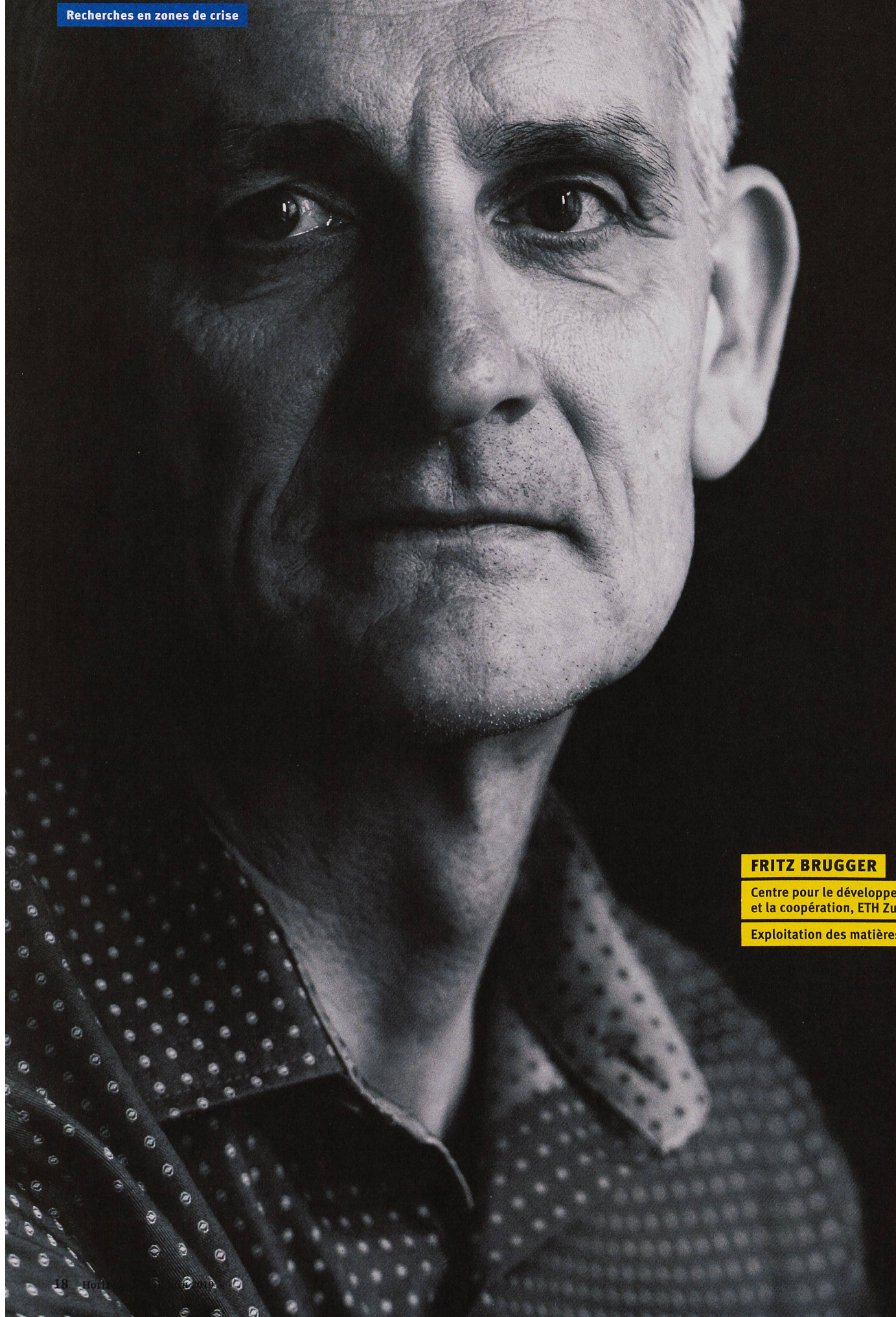
Propos recueillis par Hubert Filser

JULIA PALMIANO FEDERER

Swisspeace et Université de Bâle

Négociations de paix

«S'habiller à l'occidentale constitue la meilleure protection»



FRITZ BRUGGER

Centre pour le développement
et la coopération, ETH Zurich

Exploitation des matières premières

Valérie Chérelat

«Il faut comprendre les structures de pouvoir et les respecter»

«Nous travaillons actuellement sur les gisements d'or dans une région du nord du Burkina Faso qui a récemment connu une recrudescence de violences. Nous étudions les exploitations minières artisanales et de petite taille. Les gens cherchent de l'or dans des mines qui ne sont guère que de simples fosses, sans supervision des autorités. Ils descendent dans des puits étroits et remontent chargés de seaux remplis de minerai. Ils travaillent avec des piques, des pelles et des produits chimiques très toxiques.

Nous voulons savoir comment les chercheurs d'or dépensent l'argent gagné. Le stéréotype serait qu'ils le dilapident pour des femmes, de l'alcool et des motos. Nous voulons déterminer en quoi cela correspond à la réalité, notamment si une part de l'argent ne va pas dans l'agriculture, une activité qu'ont pratiquée la plupart des mineurs, ou dans d'autres investissements. Des collègues suisses étudient en parallèle les conséquences de l'exploitation de l'or sur les travailleurs et sur l'environnement.

Dans une zone minière, l'Européen se heurte d'abord à la méfiance. Les ouvriers te considèrent comme un représentant d'une compagnie désireuse de s'approprier le gisement ou craignent que tu ne divulgués au gouvernement l'utilisation prohibée de cyanure. L'accueil peut s'avérer plutôt glacial. Un grand défi consiste dans la situation souvent confuse régnant sur place: jusqu'à un millier de personnes peuvent s'y activer. Il n'y a pas d'administration centrale, mais de nombreux patrons exploitant leurs propres puits avec leurs employés, auxquels s'ajoutent les autorités locales. Tout cela sans parler de la question des droits fonciers traditionnels. Il en résulte un réseau de pouvoirs et de dépendances étroitement intriqués qu'il est difficile à démêler.

Nous travaillons avec des partenaires locaux qui sont bien au courant de la situation et identifient les décideurs qui nous accorderont ou non finalement le droit d'accéder aux mines. Nous commençons toujours par nous présenter en personne aux autorités locales. Les gens du lieu doivent comprendre nos intentions et notre mode de travail. Ils veulent s'assurer que nos activités ne constituent pas une menace

pour leurs affaires. Après tout, c'est ainsi qu'ils gagnent leur vie. Pour mener nos recherches en sécurité, nous devons comprendre les structures locales de pouvoir et les respecter.

Ne pas juger

J'ai mangé au Tchad avec les représentants de compagnies pétrolières afin de développer une relation. Mais il existe des limites très claires: la corruption ou des passe-droits ne sont pas des options - cela ne fait que générer d'autres problèmes. L'instauration d'un climat de confiance demande du temps, de la patience et du respect à l'égard des personnes de tous bords. Même lorsque des enfants travaillent dans les mines, que des travailleurs sont exploités ou que l'environnement en pâtit. Mener des recherches sérieuses exige d'entrer en relation avec les locaux sans jugements de valeur. La confiance établie reste toujours provisoire. C'est pourquoi à la fin de notre première étude au Burkina Faso, nous avons présenté nos résultats à la population, ce qui a été vivement apprécié.

Malgré toutes les mesures de prudence, la situation peut rapidement dégénérer. Je me suis rendu récemment au Burkina Faso dans une zone où l'on venait de découvrir un nouveau gisement d'or. Des centaines de mineurs ont soudainement déboulé à moto de toutes les directions. La nervosité était palpable. Comme Blanc, mieux vaut garder ses distances en pareil cas. Quelques semaines plus tard, j'ai été dans un village pour les interroger sur leur expérience en tant qu'ouvriers d'une exploitation industrielle voisine. La situation était tendue. Les gens me prenaient pour le représentant d'une société minière. Et lorsque l'irritation est encore montée d'un cran, j'ai abandonné la discussion et suis reparti.

L'objet de nos recherches recèle une forte dimension politique, et il n'est pas rare que nous devenions le révélateur de conflits sous-jacents. Je dois toujours conserver la vue d'ensemble et bien comprendre dans quel contexte j'évolue, à savoir discerner où se trouvent les désaccords et les lignes de division, et quels risques en résultent pour notre travail. Ne jamais l'oublier est un grand défi.» *Propos recueillis par Simon Jäggi*

«La corruption n'est pas une option»

NIGERIA ET INDONÉSIE

«Les scientifiques minimisent leur vécu stressant»

«Le projet auquel je participe analyse la manière dont le genre influe et co-constitue les processus de violence, de gestion des conflits et de consolidation de la paix dans plusieurs régions d'Indonésie et du Nigeria. Les représentations de genre, en particulier les attentes sociales liées aux masculinités, impactent profondément les réponses individuelles, collectives et institutionnelles.

Les risques liés à ce type de recherche sont multiples. Une collègue a vécu un car-jacking armé au Nigeria. Son ordinateur portable a été volé et avec lui une bonne partie de ses données de recherche ont disparu. En Indonésie, des membres d'un groupe armé ont exigé d'être interviewés; l'issue de la confrontation a heureusement été pacifique. L'an dernier, la réémergence de violences communautaires dans l'Etat du Plateau au centre du Nigeria a conduit au blocage des routes et à un couvre-feu qui nous ont poussés à annuler le tournage d'un documentaire sur nos recherches. Il y a aussi les dangers qu'on ne peut pas anticiper: en 2018, je comptais profiter d'un séjour de recherche en Indonésie pour explorer l'île de Lombok. J'y ai fait l'expérience du tremblement de terre. J'ai eu la chance d'en sortir indemne, mais je me suis demandée si mes recherches en valaient vraiment la peine. La réponse reste oui.

Il manque à mon avis une plateforme sur laquelle les scientifiques exposés à des risques de terrain pourraient obtenir des informations afin de mieux se préparer. Avec mon regard de spécialiste des questions de genre, je constate que de manière générale la recherche reste très marquée par le modèle d'excellence masculine. Celui-ci laisse peu de place à l'expression des émotions et de la vulnérabilité: lorsqu'ils reviennent d'un terrain où ils ont connu des situations tendues, les scientifiques ont tendance à minimiser ou à ironiser sur ce vécu stressant. Cela nourrit un cercle vicieux d'isolement et de manque d'accompagnement institutionnel des chercheurs.» *Propos recueillis par Patricia Michaud*

CHRISTELLE RIGUAL

Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

Gestion des conflits et promotion de la paix

«Je me suis demandée
si mes recherches
en valaient vraiment la peine»

Valérie Chéreau



17 mai 2009, stade du Letzigrund à Zurich: des hooligans tentent de pénétrer dans le secteur invités. Pour étudier ce type de tensions, les scientifiques doivent se mêler aux supporters, y compris violents.

Photo: Keystone/Patrick B. Kraemer

A photograph of a woman looking out from a window. The window frame is dark and made of wood. The woman's face is partially visible, looking out towards a bright, green outdoor area. She is wearing a patterned shirt. The lighting is dramatic, with the interior being dark and the exterior being bright.

A Rangoun (Myanmar), une femme non mariée enceinte de huit mois a trouvé refuge auprès de la Myint Mo Myittar Single Mothers' Foundation.

Photo: Phyo Hein Kyaw/AFP/Getty Images

Etudes dangereuses, préparations minutieuses

Les études menées dans des zones à risque posent des questions éthiques et légales délicates. Les hautes écoles s'inspirent des organisations internationales pour anticiper et prévenir les problèmes. *Par Theodora Peter*

C'est le cauchemar de toute organisation engagée dans une zone à risque: en 2012, un groupe armé attaque le convoi de l'organisation humanitaire Norwegian Refugee Council près d'un camp de réfugiés au Kenya. Le chauffeur est tué, d'autres personnes sont blessées et évacuées. Un collaborateur de nationalité canadienne souffrant de stress post-traumatique devenu incapable de travailler traîne l'organisation en justice pour négligence grave. Elle admet des défaillances dans la préparation de la mission, mais un compromis ne peut être trouvé. Un tribunal norvégien finit par ordonner en 2015 le versement d'une indemnité d'environ 500 000 francs à l'employé.

«Ce procès a provoqué un sursaut dans le milieu des ONG», commente Daniel Glinz, ancien délégué au CICR et aujourd'hui conseiller pour le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (CINFO), basé à Bienne. En 2011 déjà, une étude du Centre de politique de sécurité de Genève relevait que les organisations internationales sont moralement et éthiquement responsables du bien-être de leurs employés et également soumises à des normes juridiques régissant le devoir de protection et la responsabilité.

Alexander Knup de l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH) conseille chaque année entre 350 et 400 scientifiques et collaborateurs engagés dans les centaines de projets que mène son institution dans plus de 100 pays. Il participe également à un groupe de travail du CINFO. Aucun incident majeur n'a eu lieu ces dernières années selon Alexander Knup. A titre préventif, les stations de recherche se vident pendant quelques semaines en cas de tensions prévisibles, par exemple avant les élections en République démocratique du Congo.

Une check-list permet de contrôler les mesures de sécurité qui commencent avant le voyage. Tous les collaborateurs du Swiss TPH se rendant à l'étranger suivent une formation en ligne de l'ONU sur la sécurité, voire un cours de deux jours au CINFO en cas de déplacement dans une zone à risque. Ils doivent s'enregistrer sur la plateforme Itineris du Département fédéral des

affaires étrangères et communiquer régulièrement une fois arrivés à pied d'œuvre.

Alexander Knup souligne l'importance de se familiariser avec les réalités du lieu et de se créer un bon réseau afin de pouvoir compter sur de l'aide locale en cas de besoin: «Être bien accepté sur place contribue grandement à une bonne protection.» En cas d'urgence, les collaborateurs ont accès à une hotline 24h/24h. Le déroulé des opérations et les compétences en cas de crises sont également préétablies.

Check-lists et débriefings

Les scientifiques du Centre interdisciplinaire pour le développement durable et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne effectuent une centaine de séjours de recherche chaque année. La plupart ont lieu dans des pays en développement, dont les deux tiers connaissent des conflits. «Nous ne nous rendons pas dans des zones à haut risque», indique Tanja Berger, directrice de la stratégie et des processus pour le CDE. Le centre met en place des conseils personnalisés et des débriefings avec les chefs de projets ou de division. Les participants reçoivent des directives concernant la sécurité sur le terrain. L'enregistrement dans Itineris, le portail du DFAE, est obligatoire. Des organisations partenaires locales offrent leur soutien. Pour les crises complexes, le CDE s'appuie sur les informations dont disposent les autorités fédérales, le DFAE ou la DDC (Direction du développement et de la coopération). «Heureusement, nous n'avons jusqu'ici jamais été confrontés à une telle situation.»

A Swisspeace, un institut de recherche sur la paix, des directives règlent depuis 2018 les procédures, les rôles et les compétences en matière de sécurité. Avant le départ, une procédure obligatoire suivie avec un responsable comprend une évaluation des risques et une check-list. «Les instructions sont adaptées en fonction de l'évaluation des risques», indique la responsable du personnel Maria Hoffstetter. La formation en ligne de l'ONU sur la sécurité constitue une étape standard. Elle est complétée parfois par des exercices dans lesquels les participants s'entraînent par exemple à adopter le bon comportement à un check-point.

Pour les humanitaires comme pour les scientifiques, le risque zéro n'existe pas. Les mesures prises par les institutions de recherche montrent qu'elles sont prêtes à affronter des situations de crise et qu'elles font également tout pour éviter de s'y exposer. Une gestion professionnelle de la sécurité repose essentiellement sur une préparation minutieuse.

Theodora Peter est journaliste indépendante, basée à Berne.

Les outils de la sécurité

• Duty of Care Maturity Model

Instrument du CINFO pour évaluer et améliorer les processus de gestion des risques mis en place par l'employeur. Il se base sur l'obligation légale de protection des collaborateurs.

• Itineris

Les citoyens suisses peuvent annoncer leurs voyages à l'étranger sur la plateforme du DFAE. Ils reçoivent un message si la situation sécuritaire dans la zone où ils se trouvent se détériore de manière inattendue.

• BSAFE

La formation interactive en ligne de l'ONU familiarise les participants avec les standards de sécurité onusiens.

Le FNS invite à la prudence

Le Fonds national suisse ne soutient les séjours de recherche en zone de crise ou de conflit qu'à la condition que le risque soit limité à une région ou estimé peu élevé. Le bénéficiaire d'un subside doit prendre la responsabilité de la sécurité de tous les participants, y compris des collaborateurs locaux. La responsabilité du FNS est expressément exclue. Ce dernier n'entre pas en matière sur des demandes de subventionnement de recherches menées dans des régions présentant un risque important pour la sécurité, une situation qui n'est pour l'instant que rarement survenue.